

ITAMAR RABINOVICH

Président du Israel Institute, Distinguished Global Professor, Université de New-York (NYU), Distinguished Fellow, Brookings Institution et professeur émérite, Université de Tel Aviv

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Pour lancer la conversation, j'aimerais vous interroger sur votre connaissance de la Syrie, parce qu'entre autres compétences, vous êtes très réputé en tant qu'expert sur ce sujet et vous avez une connaissance parfaite de la question syrienne. Pourriez-vous nous faire part de votre analyse de la situation actuelle en Syrie ? Puisque Son Altesse Royale a terminé son intervention avec ses propres propositions de résolution de cette crise qui implique particulièrement l'Iran, pourriez-vous nous en dire un peu plus sur ce sujet ?

Itamar Rabinovich, président du Israel Institute

La maison royale saoudienne est une famille régnante qui accumule les succès depuis plus d'un siècle. Nous avons entendu un représentant majeur de cette maison parler avec une parfaite maîtrise du sujet, et avec le plus grand raffinement propre à la culture arabe, et parvenir à communiquer de manière subtile et indirecte ce que nous autres Israéliens en particulier, tendons à exprimer trop abruptement, et vous m'en voyez plein d'admiration.

En ce qui concerne la Syrie, je suis d'accord que la seule solution est d'ordre politico-diplomatique ; il n'y aura pas de solution militaire, l'opposition étant dans un triste état en ce moment. Ce que nous appelons à tort l'opposition laïque, c'est à dire l'opposition islamiste non djihadiste, distincte de l'opposition djihadiste, tente en effet d'abattre le régime, mais ce qui semblait en 2012 devoir préluder à la chute imminente du régime s'est avéré tout à fait infondé. Depuis juin, il y a eu un renversement de situation à la suite de la bataille d'Al Quseir et d'autres événements, mais le régime progresse pas à pas ; il ne s'agit pas de supprimer la rébellion, et je ne vois pas le régime rétablir efficacement son autorité sur l'ensemble de la Syrie dans un avenir proche. Afin d'arrêter le carnage en Syrie, la crise humanitaire et l'effet de contagion sur les pays voisins, il faut arriver à une solution politico-diplomatique qui prenne en compte ces problèmes.

Ce ne sera pas facile, parce que l'opposition et beaucoup d'autres vont continuer à affirmer qu'Assad n'a pas de légitimité et qu'il doit quitter le pouvoir, or il est évident qu'il n'a aucune intention de le faire. Il y a aussi une énorme peur au sein de la communauté Alawite que le départ d'Assad ne résulte en un bain de sang en Syrie, et bien sûr, c'est aussi pour l'Iran un investissement majeur. Le Hezbollah au Liban et en Syrie représente un atout majeur dans la recherche iranienne de l'hégémonie sur la région, et l'Iran regarde l'éventuel départ d'Assad comme la première étape de la destruction de ce que l'on pourrait appeler sa colonie au Liban et en Syrie, et il y est donc opposé. Je ne suis pas non plus certain que la Russie approuverait le départ d'Assad. Genève II est potentiellement une étape importante, mais il en faudra davantage pour résoudre la situation.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Quand on parle de forcer Assad à partir, parle-t-on seulement de son départ ou de la chute du régime, ce qui n'est pas exactement la même chose ?

Itamar Rabinovich, président du Israel Institute

Oui. Nous savons tous, rétrospectivement, que l'invasion américaine de l'Iraq en 2003 a été un événement très regrettable, mais après tout, nous avons des leçons à en tirer, et notamment que, si vous voulez éliminer quelqu'un comme Saddam Hussein, mieux vaut décapiter le régime plutôt que de le démanteler entièrement, parce que si vous

démantelez complètement le régime, le pays sera voué à l'anarchie, et c'est ce qui s'est passé en Iraq pendant les années qui ont suivi 2003.

La même chose s'applique à la Syrie. Si vous décidez que non seulement la famille Assad et ses partisans, mais aussi l'armée, les renseignements et le régime de gouvernance doivent partir, la Syrie sera livrée à l'anarchie. Idéalement, une coalition devrait être constituée d'éléments du régime qui, pour emprunter une phrase au conflit israélo-palestinien, n'ont pas de sang sur les mains, et d'éléments de l'opposition pour permettre à la Syrie, au moins pendant la période de transition, d'entrer dans une nouvelle phase politique.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Pour rester sur ce sujet, supposons qu'il y ait une manière de déposer Assad, ce qui serait probablement plus raisonnable à bien des égards ; dans ce cas, beaucoup d'éléments de l'ancien régime participeraient certainement au nouveau régime. Quels seraient les autres ? On ne voit pas très clairement aujourd'hui qui pourrait rejoindre un gouvernement composé d'anciens fidèles d'Assad.

Itamar Rabinovich, président du Israel Institute

Avant de répondre directement à votre question, j'aimerais dire un mot sur Assad. Son Altesse Royale a beaucoup parlé de John Kerry et de sa crédibilité dans ses efforts pour résoudre le conflit israélo-palestinien, mais John Kerry lui-même a dit il y a quelques mois qu'Assad avait perdu sa légitimité et devait partir. Comment les Palestiniens et les Israéliens peuvent-ils faire confiance aux États-Unis si ces derniers ne se montrent pas fermes sur ce point dans le contexte syrien ? Rappelez-vous également que John Kerry a prononcé un discours très virulent sur le besoin de pénaliser Assad après l'utilisation d'armes chimiques, et une demi-heure plus tard, cette décision a été modifiée par le Président. Il y a des liens entre les différentes régions du Moyen-Orient, et ce qui se passe ou non en Syrie a un effet sur la question israélo-palestinienne, sur les pays du Golfe et sur les autres régions.

Malheureusement, dès le début, l'opposition syrienne a été handicapée par ses divisions, qui reflètent, dans une certaine mesure, l'hétérogénéité du pays. Rappelons-nous également que l'histoire politique de la Syrie est celle d'un pays très fragile, un pays qui en 1958 a renoncé à son indépendance pour fusionner avec l'Égypte et fonder la République Arabe Unie. En un sens, c'était révélateur de la faiblesse des pays assemblés par les Français et les Anglais après la première guerre mondiale, pays souvent délimités de manière très artificielle, en tenant compte d'intérêts coloniaux particuliers, et non de la réalité du terrain. Cela fait donc plusieurs décennies que la Syrie est un État affaibli et une société divisée.

Je dirais au crédit du père de Bachar el-Assad, Hafez el-Assad, qu'il a été le premier à construire un État syrien puissant et un système politique cohérent, en payant le prix fort, mais il l'a fait. Cependant, c'était une autre époque, et dès le départ, l'opposition s'est avérée très inefficace. Il y a des groupes politiques basés en Europe et à Istanbul ; le chef de la Coalition nationale syrienne a été remplacé plusieurs fois en l'espace de trois ans. Ils n'ont pas forcément une très grande influence sur les gens qui se battent sur le terrain. Il y a soi-disant l'armée syrienne libre, mais le vrai pouvoir est entre les mains des comités locaux de coordination et des groupes qui se battent sur le terrain.

Je ne dis pas cela parce que Son Altesse Royale est parmi nous aujourd'hui, mais récemment, ce sont eux qui se sont avérés les plus efficaces pour rassembler un groupe appelé Front islamique, qui comprend plusieurs groupes islamistes non djihadistes, et qui semble plus efficace que les autres. La vérité est qu'il faudra qu'il y ait une coalition en Syrie, mais gardons en tête, pour être réalistes, que la mise en place d'un système stable et cohérent, même si la famille Assad s'en va, prendra du temps.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Ce que vous dites vient nous rappeler que les frontières du Moyen-Orient sont artificielles, comme elles le sont, soit dit en passant, dans d'autres parties du monde, en Afrique notamment. Pourtant, en même temps, nous insistons sur le fait qu'il ne faut pas toucher aux frontières, et que l'intégrité de la Syrie doit être préservée. S'agit-il là d'une contradiction ?

Itamar Rabinovich, président du Israel Institute

Les frontières sont artificielles en Afrique et au Moyen-Orient, bien sûr, et d'une certaine façon, les États existants sont d'accord pour ne pas changer les frontières, car ils savent qu'une fois que l'on enlève une brique du mur, le mur entier risque de s'effondrer. Mais il y a pourtant un risque de partition ; nous savons qu'en Iraq, la zone kurde est assez autonome, et malheureusement, un des groupes djihadistes les plus efficaces en Syrie est nommé ISIS, le groupe de l'État islamique d'Iraq et de Syrie (Islamic State of Iraq and Syria). Ce groupe représente les Sunnites d'Iraq mécontents de la domination chiite actuelle, et il déclare que la frontière entre la Syrie et l'Iraq n'a pas de sens.

Ironiquement, le plus grand danger pour l'intégrité de l'État syrien vient de son propre régime, dans le sens où, si ce régime prend peur, il se peut qu'il soit renversé et qu'il s'en suive un bain de sang ; il pourrait également trouver refuge dans les monts alaouites et y fonder un mini-État, ou ressusciter l'ancien État alaouite des années 1920 et 1930. La zone kurde du Nord-Est, dans ce cas, pourrait devenir complètement autonome, voire déclarer l'indépendance, et la Turquie elle-même pourrait être ébranlée par le fait qu'il y aurait des zones kurdes indépendantes sur deux de ses frontières, en Iraq et en Syrie.

Une sérieuse menace pèse sur tout le système étatique, laquelle fait partie du jeu d'échec qui se joue au cœur du conflit syrien, et cette menace doit être éliminée, non seulement dans l'intérêt de la Syrie, mais dans l'intérêt de la stabilité de la région.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Allons voir à présent du côté d'Israël. Je commencerai par une question provocante : jusqu'à quel point Israël est-il resté le même pays depuis l'effondrement de l'Union soviétique et l'afflux massif de Juifs russes ? Je pense que la proportion est de 20 %, ce qui est un chiffre très élevé, et d'après ce que je comprends, cela influe de manière importante sur les réseautages de toutes sortes y compris, soit dit en passant, sur les filières illégales. Comment cet afflux a-t-il transformé le pays ? Ma question est provocante, je le sais.

Itamar Rabinovich, président du Israel Institute

Il n'est pas difficile de vous répondre. De manière générale, cette vague d'immigration a été une complète réussite, apportant une population d'un haut niveau d'instruction dans le secteur professionnel, des gens qui ont une haute opinion de la culture. Ce que nous appelons le miracle israélien de la nation des start-ups a bénéficié de cet afflux. Les premiers Sionistes arrivés dans ce qui était alors la Palestine venaient de Russie, de Pologne et d'Europe de l'Est. Pendant ce temps, nous avons intégré les Juifs du Moyen-Orient dans le système israélien.

L'effet secondaire négatif de l'immigration russe est que ces immigrants tendent à se situer à droite par rapport aux relations israélo-palestiniennes ; ils ne sont pas en faveur des concessions, et reproduisent l'attitude russe hostile à l'Islam et aux Musulmans. Ils ont l'habitude de vivre dans un très grand pays, et l'idée que le pays dans lequel ils vivent est de taille réduite leur est étrangère. La première génération tend à voter pour ce que nous appelons les partis de droite, et de mon point de vue, c'est un désavantage, mais dans l'ensemble, l'apport de ces nouveaux venus reste très positif.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

J'aimerais vous interroger, comme je l'ai fait pour Son Altesse Royale, sur le meilleur et le pire scénario possible concernant un accord israélo-palestinien avant la fin du mandat d'Obama. Ce que fera ou ne fera pas Obama à cet égard influera certainement sur la prochaine élection aux États-Unis, et si nous avons un Républicain de droite succédant à Obama et un gouvernement de droite en Israël, cela pourrait tout compliquer dans les prochaines années.

Itamar Rabinovich, président du Israel Institute

Je vais donc remettre ma casquette d'ancien ambassadeur à Washington qui connaît bien la politique américaine. Je pense que la réforme de la santé et d'autres questions joueront un rôle primordial pour le résultat de l'élection. Jimmy Carter a été battu après sa réussite des accords de Camp David. Georges Bush avait à son actif la conférence de Madrid et d'autres réussites sur le plan de la politique internationale et n'a jamais fait de second mandat. Le futur d'Obama dépend donc avant tout de questions de politique intérieure ; cependant, bien que les Américains s'intéressent davantage aux sujets de politique intérieure, ils ont envie d'avoir un président capable de prendre la tête du monde libre, et si le président commettait de graves erreurs en politique extérieure, cela donnerait de lui une mauvaise image.

Mais il est en effet important pour nous que ces négociations aboutissent, non pour le futur politique d'Obama, mais pour notre propre futur. En Israël, je fais partie du camp qui, soit dit en passant, rassemble 70 % de l'opinion, d'après les sondages, et qui voudrait voir ce conflit résolu. Un sondage récent montre que plus de 60 % des Israéliens répondraient oui à un référendum hypothétique, et je crois fermement que si ce n'était pas une hypothèse, mais qu'un accord conclu était soumis au vote par le biais d'un vrai référendum, les électeurs israéliens y seraient favorables à plus de 70 %, car les gens se rendent compte que le maintien du statu quo est, avant tout, préjudiciable au pays. D'un point de vue démographique, nous mettons en danger le futur d'un État en tant qu'État juif, et quant au statut international d'Israël, nous constatons un affaiblissement croissant et larvé de notre légitimité : deux tendances qui nous menacent gravement.

Donc, au-delà des mérites de cette cause et de la promesse de ce qu'une solution de paix signifierait pour Israël et la région, nous sommes menacés par un danger rampant, et il ne peut être que bénéfique de tenter d'y remédier et de tirer profit du fait que nous avons un secrétaire d'État américain qui s'est donné pour objectif d'essayer d'apporter une solution.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Pourrait-on s'attendre à un miracle israélien équivalent à celui de l'élection de Rouhani en Iran ?

Itamar Rabinovich, président du Israel Institute

Pour voir un miracle se produire, on n'a pas besoin d'élection, il suffit d'une décision du premier ministre. Il y a eu trois premiers ministres israéliens, Menahem Begin, Itzhak Rabin et Ariel Sharon, qui ont prouvé qu'ils pouvaient aller à contre courant au moment crucial : Menahem Begin quand il signa la paix avec Sadate ; Itzhak Rabin, pour lequel j'ai eu le privilège de travailler, qui décida dans les années 1990 d'accepter le Processus de Madrid et de l'utiliser pour résoudre le conflit israélo-palestinien, Rabin qui négocia très sérieusement avec les Palestiniens et la Syrie et signa la paix avec la Jordanie ; et Ariel Sharon, qui ne croyait pas aux négociations, mais cet homme, qui avait dirigé la droite radicale et installé la plupart des colonies, décida que sa position était devenue intenable et que son héritage devrait être différent, et il nous sortit de Gaza et démantela toutes les colonies israéliennes de cette zone.

La quatrième personne pourrait être Netanyahu, qui est Premier ministre depuis très longtemps. J'espère qu'il se demandera comment il voudrait qu'on se souvienne de lui dans l'histoire, une fois qu'il décidera de quitter le poste qu'il occupe. Une occasion lui est donnée de régler le conflit entre Israël et les pays arabes, et c'est à lui que se pose la question. Personne ne sait quelle sera la décision finale, mais nous n'avons pas besoin d'une élection pour le savoir.



Vous pouvez, du reste, avoir une coalition différente. La coalition actuelle ne convient guère pour cela, mais il y a une alternative. Le parti travailliste vient d'élire M. Herzog, qui croit fermement à cette approche, et qui sera très heureux de remplacer quelques éléments de droite dans la coalition. M. Netanyahu peut arriver à un résultat.

Cependant, la question ne se limite pas à Netanyahu ; il faut aussi sérieusement compter avec Mahmoud Abbas. Je ne peux oublier que quand Ehud Olmert a posé sur la table une offre très alléchante en septembre 2008, 94 % de la Cisjordanie, le partage de Jérusalem, etc., Mahmoud Abbas ne l'a pas acceptée. Dans ses mémoires, Condoleezza Rice témoigne de sa perplexité devant ce refus. Ce n'est pas simple pour lui, c'est un réfugié de 1948, et signer docilement en bas d'une feuille en faveur de la fin du conflit et des revendications ne lui est pas facile ; si Netanyahu crée l'opportunité, il suivra. J'espère qu'il suivra, mais ce n'est pas garanti.